

**CONVENTION DE DEVERSEMENT
DES EAUX USEES NON DOMESTIQUES
DANS LE SYSTEME PUBLIC
D'ASSAINISSEMENT**

**CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER
Site principal
108, avenue du Général Leclerc
BP 60321
35703 RENNES Cedex7**

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET :	4
ARTICLE 2. DEFINITIONS :	5
2.1 EAUX USÉES DOMESTIQUES (EU)	5
2.2 EAUX PLUVIALES (EP)	5
2.3 EAUX USÉES NON DOMESTIQUES DITES INDUSTRIELLES (EUND)	5
ARTICLE 3. CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT :	5
3.1 NATURE DES ACTIVITÉS	5
3.2 PRODUITS UTILISÉS PAR L'ÉTABLISSEMENT	5
3.3 MISE À JOUR	5
ARTICLE 4. PROVENANCES ET USAGES DE L'EAU :	5
4.1 ALIMENTATION EN EAU	5
4.2 UTILISATION DE L'EAU	6
ARTICLE 5. INSTALLATIONS PRIVATIVES D'ASSAINISSEMENT :	6
5.1 RÉSEAU INTERNE DE COLLECTE	6
5.2 TRAITEMENT PRÉALABLE AUX DÉVERSEMENTS	6
ARTICLE 6. POINTS DE RACCORDEMENTS AU RESEAU PUBLIC D'ASSAINISSEMENT :	7
ARTICLE 7. ECHEANCIER DE MISE EN CONFORMITE DES INSTALLATIONS :	7
ARTICLE 8. PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX EFFLUENTS :	8
8.1 EAUX USÉES DOMESTIQUES	8
8.2 EAUX PLUVIALES	8
8.3 EAUX USÉES NON DOMESTIQUES	8
8.3.1 <u>Conditions générales d'admissibilité des eaux non domestiques</u>	8
8.3.2 <u>Conditions particulières d'admissibilité des eaux non domestiques</u>	8
8.3.3 <u>Prescriptions particulières</u>	8
8.4 INSPECTION TÉLÉVISÉE DES RÉSEAUX	8
ARTICLE 9. SURVEILLANCE DES REJETS :	9
9.1 AUTOSURVEILLANCE	9
9.2 BILAN DE POLLUTION	9
9.3 CONTRÔLES PAR RENNES MÉTROPOLE	9
ARTICLE 10. DISPOSITIFS DE MESURES ET DE PRELEVEMENTS SUR LES EAUX INDUSTRIELLES :	9
ARTICLE 11. CONDITIONS FINANCIERES :	9
11.1 FACTURATION ASSAINISSEMENT (F)	9
11.1.1 <i>Participation financière spéciale (PFS)</i>	9
11.1.2 <i>Redevance (R)</i>	10
11.2 DÉTERMINATION DU COEFFICIENT DE POLLUTION CP	10
11.3 FACTURATION ET RÈGLEMENT	10
11.4 RÉVISION DES RÉMUNÉRATIONS ET DE L'INDEXATION	10
11.5 PÉNALITÉS FINANCIÈRES	10
ARTICLE 12. OBLIGATIONS GENERALES DES SIGNATAIRES :	11
12.1 OBLIGATIONS GÉNÉRALES DE RENNES MÉTROPOLE	11
12.2 OBLIGATIONS GÉNÉRALES DE L'ÉTABLISSEMENT	11
ARTICLE 13. CONSÉQUENCES DU NON-RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS :	12
13.1 CONSÉQUENCES TECHNIQUES	12
13.2 CONSÉQUENCES FINANCIÈRES	12
ARTICLE 14. CONDITIONS DE FERMETURE DU BRANCHEMENT :	12

ARTICLE 15.	MODIFICATION DE L'ARRETE D'AUTORISATION DE DEVERSEMENT :.....	13
ARTICLE 16.	DUREE DE LA CONVENTION :	13
ARTICLE 17.	RESILIATION DE LA CONVENTION :	13
17.1	RÉSILIATION DE LA CONVENTION	13
17.2	DISPOSITIONS FINANCIÈRES	13
ARTICLE 18.	CONTESTATIONS ET LITIGES :	13
ARTICLE 19.	DOCUMENTS ANNEXES A LA CONVENTION :	13
ARTICLE 20.	CORRESPONDANCES :	14
ARTICLE 21.	NOMBRES D'EXEMPLAIRES ORIGINAUX :	14

CONVENTION DE DEVERSEMENT DES EAUX USEES NON DOMESTIQUES DANS LE SYSTEME D'ASSAINISSEMENT

ENTRE :

L'Etablissement : CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER
dont le siège est situé : 108, avenue du Général Leclerc
pour son Etablissement : site principal
N° SIRET : 263 500 142 00017
Représentée par Monsieur B. GARIN

et dénommée : **l'Etablissement ou l'Hôpital**

ET :

Rennes Métropole, propriétaire et exploitante des ouvrages d'assainissement, représentée par son Président, Monsieur Emmanuel COUET, agissant en vertu de la délibération du Conseil Métropolitain n°C15.507 en date du 17 décembre 2015.
et dénommée : **Rennes Métropole**

AYANT ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :

Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant.

Considérant que Rennes Métropole est propriétaire et gestionnaire du réseau d'assainissement et de l'usine d'épuration de Beaurade à Rennes.

Considérant que l'Etablissement est une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à Enregistrement sous la rubrique 2340 pour la blanchisserie et à Déclaration sous les rubriques n°2221 et 2220 pour la préparation alimentaire.

Considérant que Rennes Métropole autorisera le rejet des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement dans son système d'assainissement, conformément à l'article L1331-10 du Code de la Santé Publique.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1. OBJET :

La présente convention définit les modalités complémentaires à caractère administratif, technique, financier et juridique que les parties s'engagent à respecter pour la mise en œuvre de l'arrêté d'autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement, dans le réseau public d'assainissement.

Article 2. DEFINITIONS :

2.1 Eaux usées domestiques (EU)

Les eaux usées domestiques regroupent les eaux ménagères (lessives, cuisine, bains) et les eaux vannes (urines et matières fécales).

2.2 Eaux pluviales (EP)

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques.

En fonction des surfaces imperméables sur lesquelles elles ruissellent, les eaux pluviales peuvent être plus ou moins chargées en pollution. Il conviendra donc de distinguer deux types d'eaux pluviales :

- Les eaux pluviales non polluées issues des toitures et terrasses non accessibles constitués de matériaux inertes,
- Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées issues du ruissellement sur des surfaces exposées à la pollution routière, industrielle ou artisanale.

2.3 Eaux usées non domestiques dites industrielles (EUND)

Les eaux usées non domestiques sont tous les rejets correspondant à une utilisation de l'eau autre que domestique, issus notamment de tout établissement à vocation industrielle, agricole, commerciale ou artisanale.

Article 3. CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT :

3.1 Nature des activités

L'activité de l'Établissement est un Centre de soins hospitaliers.

Cette activité comporte les opérations industrielles suivantes :

- activités de soins
- cuisine centrale
- blanchisserie

3.2 Produits utilisés par l'Établissement

L'Établissement se tient à la disposition de Rennes Métropole, pour répondre à toute demande d'information quant à la nature des produits utilisés par ce dernier. A ce titre, les fiches « produit » et les fiches de données de sécurité correspondantes peuvent être consultées dans l'Établissement.

L'Établissement fournira à Rennes Métropole la liste détaillée de tous les produits stockés dans un contenant d'un volume supérieur à 1 m³, cette liste devra être mise à jour annuellement.

L'Hôpital s'engage à signaler à Rennes Métropole, sous 15 jours, l'utilisation de tous nouveaux produits susceptibles de se retrouver dans le réseau public d'assainissement et de modifier de manière significative la qualité des effluents rejetés.

3.3 Mise à jour

Les informations mentionnées au présent article sont mises à jour par l'Établissement au moment de chaque réexamen de la convention.

Article 4. PROVENANCES ET USAGES DE L'EAU :

4.1 Alimentation en eau

L'Établissement déclare que toute l'eau qu'il utilise provient des dispositifs suivants d'alimentation en eau :

Nature du prélèvement d'eau	Comptage
Réseau public	7 compteurs dont 3 pour la lutte contre l'incendie

L'Hôpital autorise Rennes Métropole à contrôler les index des compteurs précités.

4.2 Utilisation de l'eau

L'usage de l'eau se fera comme suit :

- les activités de soins
- la blanchisserie
- les sanitaires
- la restauration
- le nettoyage des locaux
- la chaufferie
- la balnéothérapie
- la protection contre l'incendie
- l'arrosage des espaces verts

Article 5. INSTALLATIONS PRIVATIVES D'ASSAINISSEMENT :

5.1 Réseau interne de collecte

Le réseau d'assainissement interne à l'Etablissement est de type séparatif et unitaire.

Le plan des installations intérieurs d'évacuation des eaux de l'Etablissement, expurgés des éléments à caractère confidentiel, a été transmis à Rennes Métropole pour l'établissement de la présente Convention. Ce plan pourra être mis à jour en cas de modification des installations internes de collecte, et sera tenu à la disposition de Rennes Métropole.

L'Etablissement prend toutes les dispositions nécessaires d'une part pour s'assurer que l'état de son réseau intérieur est conforme à la réglementation en vigueur (étanchéité,...) et d'autre part pour éviter tout rejet intempestif susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement, et le cas échéant, des ouvrages de dépollution, soit au personnel d'exploitation des ouvrages de collecte et de traitement.

La maintenance (curage, rinçage...) des réseaux intérieurs ne doit pas conduire à une dégradation de la qualité des effluents.

L'Etablissement entretient convenablement ses canalisations de collecte d'effluents et procède à des vérifications régulières de leur bon état.

5.2 Traitement préalable aux déversements

L'Etablissement déclare que ses eaux usées non domestiques subissent un traitement avant rejet dans le réseau public d'assainissement comprenant :

- au niveau de la blanchisserie : une filtration des matières solides par 2 grilles (maille de 1cm) nettoyées une fois par mois, une homogénéisation et une neutralisation du pH par acide sulfurique dans une fosse de 1m3, un abaissement de la température de l'effluent par échangeur thermique avant rejet au réseau public ;
- au niveau des cuisines : un séparateur à graisses et à féculles, nettoyé une fois par mois.

Ces dispositifs de traitement ou d'épuration avant rejet nécessaires à l'obtention des qualités d'effluents fixées à l'article 8 sont conçus, installés et entretenus sous la responsabilité de l'Etablissement. Ils sont conçus, exploités et entretenus de manière à faire face aux éventuelles variations de débit, de température ou de composition des effluents, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations, et à réduire au minimum les durées d'indisponibilité.

Les principaux paramètres (pH, T° et débits) permettant de s'assurer de la bonne marche des prétraitements sont mesurés périodiquement et les résultats de ces mesures sont portés sur un registre (éventuellement informatisé) tenu à la disposition de Rennes Métropole.

Dans le cas où l'Etablissement souhaite mettre en place un prétraitement complémentaire, il en informe préalablement Rennes Métropole.

Par ailleurs, l'Etablissement tiendra à disposition de Rennes Métropole les bordereaux d'enlèvement et destruction de tous les déchets liés à son activité.

Article 6. POINTS DE RACCORDEMENTS AU RESEAU PUBLIC D'ASSAINISSEMENT :

L'Établissement déverse ses effluents dans les réseaux suivants :

Point de rejet	Lieu	Caractéristique de l'effluent	Activités concernées	Réseau de raccordement
1	Avenue François Château	EP et EU domestiques	Consultation Hospitalisation	réseau public EU
2	Avenue François Château	EU	Machines à laver	exutoire à retrouver sur réseau interne
3	Avenue François Château	EP et EU non domestiques	Cuisine Blanchisserie Hospitalisation	réseau public EU
3 bis	Avenue François Château	EP		rejet direct en Vilaine
4	Avenue François Château	EU domestiques	Consultation Hospitalisation	réseau public EU
5	Boulevard de Strasbourg	EU domestiques et non domestiques	Hospitalisation Balnéothérapie	réseau public Unitaire
5a, 5b, 5c	Boulevard de Strasbourg	EP		réseau public EP
6	Boulevard de Strasbourg	EP et EU domestiques	Consultation Hospitalisation	réseau public Unitaire
7	Angle Boulevard de Strasbourg et Avenue du Général Leclerc	EP, EU domestiques	Hospitalisation	réseau public Unitaire
8	Rue du Moulin de Joué	EP		réseau public EP

Article 7. ECHEANCIER DE MISE EN CONFORMITE DES INSTALLATIONS :

Pour tenir compte des difficultés techniques de mise en conformité des installations existantes de l'Établissement, il est décidé d'un commun accord, d'adopter l'échéancier suivant de réalisation des travaux nécessaires :

Liste des points non conformes	Date de mise en conformité
Les points de rejet 1 et 3 sont non conformes : les eaux pluviales et les eaux usées sont mélangées et déversées sur un réseau public Eaux Usées strictes	<u>2^{ième} trimestre 2019</u> : actualisation de l'étude de mise en séparatif des réseaux – transmission de l'étude au Service assainissement de Rennes Métropole avec échéancier de travaux
	<u>1^{er} semestre 2021</u> : mise en séparatif des réseaux EU et EP et raccordement des EU sur le point 3
	<u>1^{er} semestre 2023</u> : mise en séparatif des réseaux EU et EP et raccordement des EU sur le point 1
L'exutoire des effluents des machines à laver (point 2) n'a pas été retrouvé	<u>1^{er} semestre 2021</u> : effluent à reprendre lors de la mise en séparatif des réseaux EU et EP (travaux point 3)

Article 8. PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX EFFLUENTS :

8.1 Eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques sont admissibles dans le réseau d'assainissement dans le respect de la réglementation en vigueur et dans les conditions mentionnées au règlement du service assainissement.

8.2 Eaux pluviales

La présente Convention ne dispense pas l'Etablissement de prendre les mesures nécessaires pour évacuer ses eaux pluviales dans les conditions réglementaires en vigueur et dans le respect du règlement du service de l'assainissement.

8.3 Eaux usées non domestiques

Sont considérées comme eaux usées non domestiques les effluents issus de la blanchisserie point de raccordement n°3.

8.3.1 Conditions générales d'admissibilité des eaux non domestiques

Les eaux usées non domestiques doivent respecter les prescriptions générales mentionnées dans le règlement du service de l'Assainissement et l'arrêté d'autorisation de déversement susvisé; notamment le pH doit être compris entre 5,5 et 8,5 et la température doit être inférieure à 35°C.

8.3.2 Conditions particulières d'admissibilité des eaux non domestiques

Les effluents industriels doivent respecter les prescriptions suivantes :

Les débits maximal autorisé est de 100 m³/jour

Caractéristiques des eaux usées	Concentrations
Matières en suspension (MES)	200 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	1500 mg/l
Demande biochimique en oxygène à 5 jours (DB05)	600 mg/l
Teneur en azote total Kjeldhal (NTK):	50 mg/l
Teneur en phosphore total (Pt):	10 mg/l
Teneur en hydrocarbures totaux	5 mg/l
Substances extractibles à l'hexane	100 mg/l

8.3.3 Prescriptions particulières

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation excessive d'eau ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin,... sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers fixées par l'arrêté d'autorisation de déversement.

8.4 Inspection télévisée des réseaux

L'Hôpital réalisera une inspection télévisée de ses branchements et son réseau en amont du point de rejet n°3. Cette inspection est à faire dans les 5 ans à partir de la date de la signature de la présente convention. Dès sa réalisation, l'Etablissement fournira le rapport de l'inspection au Service Assainissement de Rennes Métropole.

Article 9. SURVEILLANCE DES REJETS :

9.1 Autosurveillance

L'Etablissement est responsable, à ses frais, de la surveillance et de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions de la présente convention et de son arrêté d'autorisation de déversement.

Tous les résultats de l'autosurveillance des rejets demandée par les services des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, seront également transmis au service de Rennes Métropole.

9.2 Bilan de pollution

L'Etablissement fournit une fois par an un bilan de pollution qualitatif et quantitatif réalisé par un organisme indépendant agréé au titre du code de l'environnement. Ce bilan est effectué, au frais de l'Etablissement, sur un prélèvement moyen 24h proportionnel au débit, par temps sec, et prélevé avant le rejet au niveau du point n°3, selon les conditions particulières décrites à l'article 8.3.2 de la présente convention.

Les échantillons sont maintenus à basse température (4°C).

Une copie du rapport présentant les résultats de ce bilan sera transmise à Rennes Métropole dans le mois qui suit l'acquisition des données.

9.3 Contrôles par Rennes Métropole

Le service d'assainissement de Rennes Métropole pourra effectuer, à ses frais, et de façon inopinée, des prélèvements et contrôles dans les réseaux, afin de vérifier si les eaux industrielles déversées dans le réseau public sont en permanence conformes aux prescriptions et correspondent à la convention de rejet établie.

Les résultats obtenus par Rennes Métropole seront communiqués à l'Etablissement après exploitation des mesures.

Article 10. DISPOSITIFS DE MESURES ET DE PRELEVEMENTS SUR LES EAUX INDUSTRIELLES :

Compte tenu de la configuration des installations de rejet, l'Etablissement maintiendra un regard facilement accessible pour permettre l'installation des dispositifs adéquats de mesure et de prélèvement à l'exutoire de son réseau d'eaux usées non domestiques.

L'Etablissement surveillera et maintiendra en bon état de fonctionnement ses appareils de mesure. En cas de défaillance, voire d'arrêt total des dits appareils, l'Etablissement s'engage, d'une part, à en informer la Rennes Métropole et, d'autre part, à procéder à ses frais à leur remise en état dans les plus brefs délais.

Article 11. CONDITIONS FINANCIERES :

11.1 Facturation assainissement (F)

La facturation assainissement qui permet de faire face aux dépenses relatives à la gestion du système d'assainissement comprend :

- une participation financière spéciale (dépenses de premier investissement)
- une redevance

$$F = PFS + R$$

11.1.1 Participation financière spéciale (PFS)

Sans objet

11.1.2 Redevance (R)

Pour l'Hôpital, la redevance assainissement résultera de la multiplication du volume d'eau potable consommé rejeté par le taux de base de la redevance assainissement fixé chaque année par délibération du Conseil de Rennes Métropole, et par un coefficient de correction, selon la formule suivante :

$$R = (V_{\text{total}} - VE_{\text{UND}}) \times r + VE_{\text{UND}} \times r \times C_p$$

Avec **R**, la redevance assainissement en euros TTC

V_{total}, le volume d'eau prélevé pour l'ensemble de l'hôpital (réseau eau potable) en m³

VE_{UND}, le volume d'eau rejeté par la blanchisserie en m³

r, le taux de la redevance d'assainissement fixée pour les usagers hors ménages pendant l'année en cours (euros HT/m³)

Pour l'année 2019, le taux de la redevance s'élève à 1,35 €TTC/m³ d'après la Délibération du Conseil de Rennes Métropole C18.248 du 13 décembre 2018.

C_p, le coefficient de pollution

11.2 Détermination du coefficient de pollution C_p

Ce coefficient est calculé en faisant intervenir le degré de pollution des effluents rejetés, comparé à celui des effluents domestiques moyens pour tenir compte de son incidence sur les coûts de l'épuration.

Considérant que les caractéristiques de pollution des rejets de l'Etablissement sont différentes aux caractéristiques des effluents urbains, la redevance sera modulée par l'application d'un coefficient de pollution calculé comme suit :

$$C_p = 0,5 + 0,5 \times \left(0,2 \times \frac{DCO_i}{DCO_u} + 0,2 \times \frac{DBO5_i}{DBO5_u} + 0,2 \times \frac{MES_i}{MES_u} + 0,2 \times \frac{NTK_i}{NTK_u} + 0,2 \times \frac{P_i}{P_u} \right)$$

Donc le coefficient de pollution appliqué pour l'Etablissement est de **1,30**.

Ce coefficient pourra être révisé en plus ou en moins, sur demande de l'une ou l'autre des parties, pour l'adapter aux niveaux de pollution constatés. Le demandeur aura à charge de prouver par des résultats analytiques le bien-fondé du nouveau coefficient proposé.

11.3 Facturation et règlement

La facturation et le recouvrement des rémunérations prévues à l'article 11.2, sont établis par l'exploitant du réseau de distribution d'eau potable à travers la facture d'eau et conformément à la réglementation.

Afin d'établir la facturation, l'Entreprise transmettra au service de l'assainissement de Rennes Métropole, trimestriellement

- les volumes d'eau potable consommés
- les volumes d'eaux rejetés au niveau de la blanchisserie

11.4 Révision des rémunérations et de l'indexation

Pour tenir compte des conditions économiques, techniques et réglementaires, les modalités de calcul des rémunérations pourront être soumises à réexamen, notamment dans les cas suivants :

- en cas de changement dans la composition des effluents rejetés, notamment par application de l'article 12.1 ;
- en cas de modification substantielle des ouvrages du service public d'assainissement ;
- en cas de modification de la législation en vigueur en matière de protection de l'environnement et notamment en matière d'élimination des boues, ou de modification de l'autorisation préfectorale de rejet de l'usine d'épuration de Beaurade.
- en cas de variation significative de la charge globale de matières polluantes entrant dans le calcul de la rémunération de Rennes Métropole calculée par référence aux valeurs annuelles prévues au paragraphe 11.1 de la présente Convention.

11.5 Pénalités financières

Tout non-respect des termes du règlement du service de l'assainissement, de l'arrêté d'autorisation de rejets et de la présente convention peut engendrer une pénalité financière.

Le calcul de la base forfaitaire de la pénalisation pour l'Etablissement est :

$$Pr = V_{\text{autorisé}} \times r \times C_p \times 2$$

Avec **Pr** : base forfaitaire de la pénalisation servant au calcul de la pénalité (€)

Vautorisé : volume de rejet maximal autorisé (m³)

r : taux de base de la redevance assainissement en vigueur à la date de la signature de la convention (€ HT/m³)

Cp : coefficient de pollution

Pour l'Etablissement, la base forfaitaire de la pénalisation s'élève à **343 € par jour**. Ce taux est applicable pour toute la durée de la convention.

Article 12. OBLIGATIONS GENERALES DES SIGNATAIRES :

12.1 Obligations générales de Rennes Métropole

Rennes Métropole, sous réserve du strict respect par l'Etablissement des obligations résultant de la présente Convention, prend toutes les dispositions pour :

- accepter les rejets de l'Etablissement dans les limites fixées par l'arrêté d'autorisation de déversement ;
- assurer l'acheminement de ces rejets, leur traitement et leur évacuation dans le milieu naturel conformément aux prescriptions techniques fixées par la réglementation applicable en la matière ;
- informer, dans les meilleurs délais, l'Etablissement de tout incident ou accident survenu sur son système d'assainissement et susceptible de ne plus permettre d'assurer de manière temporaire la réception ou le traitement des eaux usées visées par la Convention, ainsi que des délais prévus pour le rétablissement du service ;
- fournir à l'Etablissement, sur sa demande, une copie du rapport annuel sur le prix et la qualité des services rendus.

Dans le cadre de l'exploitation du service public de l'assainissement, Rennes Métropole pourra être amenée de manière temporaire à devoir limiter les flux de pollution entrants dans les réseaux, elle devra alors en informer au préalable l'Etablissement et étudier avec celui-ci les modalités de mise en œuvre compatibles avec les contraintes de production de l'Etablissement.

Les volumes et flux éventuellement non rejetés au réseau par l'Etablissement pendant cette période ne seront pas pris en compte dans l'assiette de facturation.

12.2 Obligations générales de l'Etablissement

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans son arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Rennes Métropole ;
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté et revenir aux valeurs autorisées.

En cas d'incident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par l'arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans l'heure Rennes Métropole ;
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Rennes Métropole pour une autre solution ;
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux industrielles si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur demande justifiée de Rennes Métropole.

Article 13. CONSEQUENCES DU NON-RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS :

13.1 Conséquences techniques

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, l'Etablissement s'engage à en informer Rennes Métropole conformément aux dispositions du paragraphe 12.2, et à soumettre, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Rennes Métropole se réserve le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans l'arrêté d'autorisation de déversement
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du ou des branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités, prévue au point précédent, est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ces cas, Rennes Métropole :

- informera l'Etablissement de la situation et de la ou des mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre ;
- le mettra en demeure d'avoir à se conformer aux dispositions définies dans la présente convention et au respect des valeurs limites définies par l'arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

13.2 Conséquences financières

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Rennes Métropole du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par l'arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors que le lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Rennes Métropole aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Rennes Métropole et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par celle-ci.

Ainsi, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité, la qualité et la destination finale des sous-produits de curage et de décantation issus du réseau public d'assainissement.

Article 14. CONDITIONS DE FERMETURE DU BRANCHEMENT :

Rennes Métropole peut décider de procéder ou de faire procéder à la fermeture du branchement, dès lors que :

- d'une part, le non-respect répété des dispositions de l'arrêté d'autorisation de déversement ou de la présente convention induit un risque justifié et important sur le service public de l'assainissement et notamment en cas :
 - de modification de la composition des effluents ;
 - de non-respect des limites et des conditions de rejet fixées par l'arrêté d'autorisation de déversement ;
 - de non-respect des échéanciers de mise en conformité ;
 - d'impossibilité pour Rennes Métropole de procéder aux contrôles.
- et d'autre part, les solutions proposées par l'Etablissement pour y remédier restent insuffisantes.

En tout état de cause, la fermeture du branchement ne pourra être effective qu'après notification de la décision par Rennes Métropole à l'Etablissement, par lettre Recommandée avec Accusé de Réception (RAR), et à l'issue d'un préavis de quinze (15) jours.

Toutefois, en cas de risque pour la santé publique ou d'atteinte grave à l'environnement, Rennes Métropole se réserve le droit de pouvoir procéder à une fermeture immédiate du branchement.

En cas de fermeture du branchement, l'Etablissement est responsable de l'élimination de ses effluents.

La participation financière demeure exigible pendant cette fermeture.

Article 15. MODIFICATION DE L'ARRETE D'AUTORISATION DE DEVERSEMENT :

En cas de modification des prescriptions relatifs au déversement des eaux usées non domestiques de l'Etablissement, la présente convention pourra, après renégociation, être adaptée à la nouvelle situation et faire l'objet d'un avenant et, le cas échéant, d'une modification de l'arrêté d'autorisation de déversement.

Article 16. DUREE DE LA CONVENTION :

La présente Convention est conclue pour une durée de **5 ans**, et prend effet à la date de signature du représentant de Rennes Métropole.

Article 17. RESILIATION DE LA CONVENTION :

17.1 Résiliation de la Convention

La présente convention peut être résiliée de plein droit avant son terme normal :

- par Rennes Métropole, en cas d'inexécution par l'Etablissement de l'une quelconque de ses obligations, 90 jours après l'envoi d'une mise en demeure restée sans effet ou n'ayant donné lieu qu'à des solutions de la part de l'Etablissement jugées insuffisantes ;
- par l'Etablissement, dans un délai de 90 jours après notification à Rennes Métropole.

La résiliation autorise Rennes Métropole à procéder ou à faire procéder à la fermeture du branchement à compter de la date de prise d'effet de ladite résiliation et dans les conditions précitées à l'article 14.

17.2 Dispositions financières

En cas de résiliation de la présente Convention par Rennes Métropole ou par l'Etablissement, les sommes dues par ce dernier au titre de la redevance d'assainissement prévues à l'article 11, jusqu'à la date de fermeture du branchement, deviennent immédiatement exigibles.

Article 18. CONTESTATIONS ET LITIGES :

Faute d'accord amiable entre les parties, tout différend qui viendrait à naître à propos de la validité, de l'interprétation et de l'exécution de la présente convention sera soumis aux juridictions compétentes.

Article 19. DOCUMENTS ANNEXES A LA CONVENTION :

- Plan de localisation des branchements au réseau public
- Règlement du service d'assainissement de Rennes Métropole (transmis à l'Etablissement)

Article 20. CORRESPONDANCES :

Les correspondances échangées entre les parties seront envoyées aux adresses suivantes :

Etablissement

Monsieur Le Directeur
Direction du Plan et des Travaux
108, avenue du Général Leclerc
B.P. 60321
35703 RENNES Cedex 7
Tél : 02 99 33 39 00
Courriel : direction.plantravaux@ch-guillaumeregner.fr

Rennes Métropole

Monsieur Le Président
Direction de l'Assainissement
4, avenue Henri Fréville
CS 93111
35031 RENNES Cedex 2
Tél : 02 23 62 24 10 (HB : 8h00-12h – 13h00-16h30)
Tél astreinte : 06 24 13 61 40 (Heures nuit et WE)
Courriel : da-industriels@rennesmetropole.fr

Article 21. NOMBRES D'EXEMPLAIRES ORIGINAUX :

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signatures, et cachets

Pour l'Etablissement

Le Directeur,

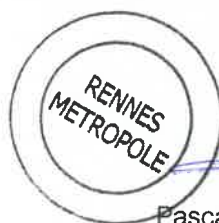


B. GARIN

Fait à ... Rennes ...

le ... 15/05/2019 ...

Pour le Président de Rennes Métropole et par
délégation, Le Vice-président délégué à l'eau,
à l'assainissement et à la voirie



Pascal HERVE

Rennes, le

06 JUIN 2019

